

BLOG — POST

Europe & Associés

17/09/2026

Sébastien Maillard,
Conseiller spécial de l'Institut,
Centre Grande Europe



Quelle que soit l'appellation retenue pour définir la coopération plus étroite entre Ottawa et Bruxelles, ce rapprochement se voulant substantiel établit une nouvelle forme de résistance à la brutalisation des rapports de force.

Dans un ordre mondial chamboulé par le retour des empires, selon l'expression résumant les pressions, menaces et autres moyens de coercition exercés chacun à leurs manières par Moscou, Pékin et Washington, l'Union européenne et le Canada se sentent moins esesulés en se rapprochant. La visite du premier ministre Mark Carney à Strasbourg les 16 et 17 septembre, sous les ovations des députés européens, a été une célébration de valeurs et de principes partagés, dans un monde qui les piétine.

L'offre de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, d'attribuer au Canada le statut de « premier membre associé de l'Union européenne » exprime le besoin de traduire les « affinités électives », décrites par Mark Carney entre l'Europe son pays, en rapprochement substantiel. Ce projet de partenariat étroit inédit a été accueilli positivement par le chef de gouvernement canadien, sans toutefois s'attarder sur l'appellation proprement dite.

Pour le Canada, en pleine guerre tarifaire avec Washington, l'objectif premier est de diversifier ses débouchés commerciaux, et pour l'UE, de sécuriser d'autres chaînes d'approvisionnements, en terres rares et en énergies.

Le sommet UE-Canada prévu à Montréal les 29 et 30 octobre offrira l'occasion de détailler la panoplie des coopérations industrielles et échanges approfondis possibles, au-delà de ce que permettent déjà l'accord de libre-échange (CETA) en vigueur et le Partenariat de sécurité et de défense signé l'an dernier. Les domaines évoqués vont du numérique, aux technologies bas-carbone, en passant par l'espace, le GNL ou les paiements.

Mais le rapprochement n'est pas qu'économique, ni que transactionnel. Sa chorégraphie étudiée envoie un signal géopolitique clair à destination des autres puissances. Et d'abord envers Washington. « Il ne s'agit pas de former un troisième bloc pour devenir une puissance rivale avec de meilleures manières », s'est défendu Mark Carney. Mais il s'agit bien de montrer que l'UE et le Canada se rapprochent pour apprendre à faire sans les Etats-Unis, plutôt que de se disputer ses faveurs, et pour commencer à bâtir une forme de relation transatlantique alternative. Par sa réaction immédiatement hostile et même menaçante, Donald Trump répond qu'il a vu la manœuvre.

La relation UE-Canada, bien que fondée sur un degré élevé de confiance mutuelle, n'échappe pas elle-même aux rapports de force. A l'évidence, Ottawa et Bruxelles ne jouent pas dans la même cour. Le Canada compte 40 millions d'habitants ; l'UE, 450. L'idée de « membre associé à l'UE » permet justement de signifier au Canada qu'il se place dans l'orbite des Vingt-Sept et non d'égal à égal avec eux. Mais si ce statut, qui reste juridiquement à établir, était étendu à d'autres pays sans vocation d'entrer ou sur leur long chemin d'adhésion à l'Union, l'ensemble formerait un ordre puissant de résistance de l'Etat de droit et de la primauté des règles dans un monde de plus en plus multipolaire. Une alliance des « puissances moyennes », comme y appelait Mark Carney au début de l'année à Davos, où l'UE, qui forme déjà à elle seule une telle alliance, sert de pièce maîtresse. Le Royaume-Uni, qui espère aussi tenir un sommet avec l'UE - possiblement en novembre à Bruxelles -, y cherchera sans doute sa place. En ouvrant au Canada la perspective de devenir « premier membre associé », Ursula von der Leyen laisse entendre qu'il pourrait y en avoir un deuxième, un troisième, ...

Quid à terme alors de l'Australie, de la Corée du Sud ou du Japon ? Tout dépend des affinités électives que l'Europe trouvera avec tel pays. Il ne s'agit pas au projet européen de changer d'échelle mais plutôt de servir de noyau dur à une alliance de pays se reconnaissant dans les principes commandant la démocratie libérale et l'économie de marché, avec un commerce ouvert, et s'épaulant dans leur défense, en dopant et sécurisant les échanges entre eux, en se dotant d'éventuels instruments conjoints contre les chantages et ingérences externes. Il s'agit d'une vaste entreprise de résistance contre la vassalisation aux forces hégémoniques face auxquelles, comme l'avait prévenu Mark Carney, « si vous n'êtes pas à la table, vous êtes au menu ».

Lui aura été reçu à la table européenne avec tous les honneurs. Les Européens seront les plus nombreux dans cette « alliance pour l'avenir ». Ils y occuperont un poids dominant par leur intégration la plus poussée. Mais dans l'immédiat, force est de reconnaître qu'intellectuellement, Mark Carney a gagné la partie. Dans son offensive de charme à Strasbourg, les députés européens l'ont applaudi longuement debout, saluant la résistance à Trump qu'il incarne. Comme si à défaut de leadership interne évident, les Vingt-Sept s'en étaient trouvés pour l'heure à l'extérieur.